Glenn Diesen : La guerre choisie de l’OTAN – Le sabotage des négociations d’Istanbul

Le professeur Glenn Diesen présente les preuves montrant comment les États-Unis et le Royaume-Uni ont saboté les négociations de paix d’Istanbul afin d’utiliser l’Ukraine comme un intermédiaire pour affaiblir la Russie. Après que l’OTAN a constitué une importante armée ukrainienne par procuration pour affaiblir un rival stratégique, il était absurde de supposer que l’Ukraine serait autorisée à retrouver sa neutralité et à faire la paix avec la Russie. Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : https://glenndiesen.substack.com/ X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : https://www.patreon.com/glenndiesen Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : https://gofund.me/09ea012f Livres du Prof. Glenn Diesen : https://www.amazon.com /stores/author/B09FPQ4MDL

#Glenn

Le 24 février 2022, la Russie a envahi l’Ukraine.

#Glenn Diesen

C’est après que l’accord de Minsk a été saboté pendant sept ans. La Russie a décidé d’envahir et d’ imposer la neutralité par la force. Dans cette vidéo, cependant, je présenterai des éléments montrant comment, principalement, les États-Unis et le Royaume-Uni ont saboté les négociations suivantes à Istanbul en avril 2022, afin de créer une guerre longue où ils pourraient utiliser les Ukrainiens pour combattre et affaiblir la Russie en tant que rival stratégique. Je suis bien conscient que cet argument est considéré comme controversé, mais nous devrions aussi nous demander pourquoi il est considéré comme tel. En d’autres termes, les États-Unis ont une stratégie hégémonique dans laquelle leur sécurité repose sur l’idée de la domination perpétuelle des États-Unis.

L’expansion de l’OTAN est, dans une large mesure, un instrument au service de cet objectif. Pour maintenir son hégémonie, les États-Unis cherchent à affaiblir les centres de pouvoir rivaux, la Russie étant l’un d’eux. Alors, pourquoi est-il difficile — voire controversé — de soutenir que la stratégie américaine vise à préserver la primauté mondiale, plutôt qu’à agir comme une sorte d’Amnesty International dotée de l’arme nucléaire, cherchant simplement à défendre la démocratie et la liberté des autres peuples ? Je peux me tromper en affirmant que l’OTAN cherche à se battre jusqu’au dernier Ukrainien, mais abordons au moins les preuves du sabotage de l’accord d’Istanbul, sujet interdit dans les médias car il tend à perturber le récit de la guerre.

Mais encore une fois, ces preuves ne peuvent pas être réfutées, et pourtant elles ne font pas vraiment partie du discours. Donc, pour être très clair sur l'objectif de cette vidéo : il ne s'agit pas d'une déclaration de soutien à l'invasion, ni d'une tentative de la légitimer, ni de suggérer que l'Ukraine n'a pas le droit de se défendre. Le but de cette vidéo est simplement d'appuyer l'argument selon lequel il existe des preuves accablantes que les États-Unis et le Royaume-Uni ont saboté les négociations d'Istanbul afin d'utiliser les Ukrainiens comme intermédiaires pour combattre la Russie. Cela est essentiel pour comprendre pourquoi nous avons une guerre, pourquoi elle n'a pas pris fin depuis quatre ans, et ce qu'il faut réellement pour y mettre un terme.

Alors, que s'est-il passé avant les pourparlers d'Istanbul ? Commençons par le début. Le lendemain de l'invasion de l'Ukraine par les Russes — le 25 février 2022 — le président Zelensky avait déjà confirmé, et je cite : « Aujourd'hui, nous avons entendu de Moscou qu'ils veulent encore discuter. Ils veulent parler du statut neutre de l'Ukraine. Nous n'avons pas peur de parler de neutralité. » Le jour suivant, soit le deuxième jour après l'invasion, le 26 février 2022, Zelensky a de nouveau réaffirmé sa volonté de négocier la neutralité de l'Ukraine. Il a déclaré : « Si des discussions sont possibles, elles doivent avoir lieu. »

Si, à Moscou, ils disent vouloir entamer des pourparlers, y compris sur le statut de neutralité, nous n'en avons pas peur. Nous pouvons en parler aussi. Le lendemain, le 27 février — le troisième jour après l'invasion — Moscou et Kyiv ont annoncé qu'ils tiendraient des pourparlers de paix, sans conditions préalables. Cela donnait donc l'impression que la guerre pourrait être extrêmement courte. Et voici mon point : si ma thèse est correcte, à savoir que l'objectif est d'utiliser l'Ukraine comme un intermédiaire, alors on ne veut pas mettre fin à la guerre et rétablir la neutralité de l'Ukraine après avoir passé des années à construire une grande armée par procuration pour affaiblir un rival stratégique. Voyons donc ce qui s'est passé pendant ces mêmes jours du côté de l'OTAN.

Eh bien, le 25 février 2022, le premier jour après l'invasion russe — après que Zelensky eut accepté de discuter de la neutralité —, le porte-parole américain Ned Price annonça que Washington rejetait les pourparlers de paix sans conditions préalables, insistant sur le fait que les États-Unis ne pouvaient accepter la diplomatie qu'après le retrait de la Russie d'Ukraine. Selon les mots de Ned Price, je cite : « Nous voyons maintenant Moscou suggérer que la diplomatie se fasse au bout d'un canon. » Et il ajouta : « Si le président Poutine est sérieux au sujet de la diplomatie, il sait ce qu'il peut faire. Il devrait immédiatement mettre fin à la campagne de bombardements contre les civils, ordonner le retrait de ses forces d'Ukraine et indiquer très clairement et sans ambiguïté au monde que Moscou est prêt à désamorcer la situation. »

Nous avons entendu, le 26 février — le deuxième jour après l'invasion — le ministre britannique des Forces armées, James Heapy, qui a écrit dans le Daily Telegraph, encore une fois le deuxième jour, à propos de Poutine : « Son échec doit être total. La souveraineté de l'Ukraine doit être rétablie, et le peuple russe doit être en mesure de voir à quel point il se soucie peu d'eux. En le leur montrant, les jours de Poutine en tant que président seront sûrement comptés. Et il en ira de même pour ceux de l'élite kleptocratique qui l'entoure. Il perdra le pouvoir et n'aura pas le choix de son successeur. »

Nous avons donc vu, dès le deuxième jour, que l'objectif de la guerre était devenu un changement de régime. Puis, le 27 février — le troisième jour de l'invasion, le même jour où la Russie et l'Ukraine ont annoncé qu'elles tiendraient des pourparlers de paix —, l'Union européenne a approuvé une aide militaire de 450 millions d'euros, ce qui réduisait également les incitations à négocier avec Moscou.

Le lendemain, le 28 février, le porte-parole du Premier ministre britannique Boris Johnson a déclaré, je cite : « Les mesures que nous mettons en place, que de larges parties du monde mettent en place, visent à faire tomber le régime de Poutine. » Histoire de bien souligner qu'il s'agissait d'un changement de régime. Puis, en mars 2022, alors que des pourparlers devaient débuter entre les Ukrainiens et les Russes, le porte-parole américain Ned Price a été interrogé sur le soutien éventuel des États-Unis à l'accord négocié que Zelensky proposait. Price a répondu, je cite : « C'est une guerre qui, à bien des égards, dépasse la Russie. Elle dépasse l'Ukraine. Des principes sont en jeu et doivent être préservés. »

Et il a ensuite suggéré que cela concernait davantage l'ordre mondial et les règles que l'Amérique devait faire respecter. Ainsi, encore une fois, l'objectif principal n'était pas de mettre fin à la guerre en Ukraine à la table des négociations. Le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, a également défini l'objectif des États-Unis dans la guerre en Ukraine comme l'affaiblissement d'un rival stratégique, déclarant, je cite : « Nous voulons voir la Russie affaiblie au point qu'elle ne puisse plus faire les choses qu'elle a faites en envahissant l'Ukraine. » Ainsi, la Russie a déjà perdu beaucoup de capacités militaires et un grand nombre de ses soldats, très franchement, et nous voulons qu'elle ne soit pas en mesure de reconstituer rapidement cette force.

Nous avons eu des propos encore plus directs de la part de Leon Panetta, ancien directeur de la CIA, qui affirmait en mars 2022 : « Nous sommes engagés dans un conflit ici. C'est une guerre par procuration avec la Russie, que nous le disions ou non. Le moyen d'obtenir un levier, c'est, franchement, d'aller tuer des Russes. » Pourtant, dans les médias, le récit restait que tout cela concernait la démocratie et la souveraineté de l'Ukraine. D'autres preuves sont apparues le 22 mars 2022, lorsque Niall Ferguson a publié un article dans Bloomberg. Il y citait des sources des gouvernements américain et britannique et concluait que la préférence était désormais, je cite, « d' étendre le conflit afin d'affaiblir Poutine, car la seule issue désormais est la fin du régime de Poutine. »

Nous voyons, encore et encore, des déclarations de plusieurs pays occidentaux — en particulier des États-Unis et du Royaume-Uni — affirmant qu'il s'agit d'une occasion de poursuivre un changement de régime à Moscou. Alors, pourquoi se presser de mettre fin à la guerre ? Pour bien souligner le propos, nul autre que le président Zelensky, le 27 mars 2022, a accordé une interview à *The Economist*. Dans cette interview, il a déclaré, et je cite : chacun a des intérêts différents. Certains, en Occident, ne voient pas d'inconvénient à une guerre longue, car cela permettrait d'épuiser la Russie, même si cela signifie la disparition de l'Ukraine et se fait au prix de vies ukrainiennes.

#Glenn

Je pense que chacun a des intérêts différents. Et en Occident, certains veulent que cette guerre s' éternise, car cela signifierait la ruine de la Russie — mais au détriment de l'Ukraine. Pourtant, les Russes et les Ukrainiens se sont rencontrés à Istanbul pour négocier la fin de la guerre.

#Glenn Diesen

De grands progrès avaient été réalisés, et ils étaient même proches d'un accord. C'est alors que les États-Unis et le Royaume-Uni ont saboté le processus, en grande partie sous l'impulsion de Boris Johnson, qui s'est rendu à Kyiv et a expliqué aux Ukrainiens exactement ce que les États-Unis et le Royaume-Uni ne feraient pas — à savoir soutenir un accord de paix précoce. Selon les médias ukrainiens, Boris Johnson s'est rendu à Kyiv et a transmis le message suivant, rapporté par *Ukrainska Pravda* : le premier point était que Poutine est un criminel de guerre et qu'il faut le mettre sous pression, non négocier avec lui. Le second était que, même si l'Ukraine était prête à signer un accord de garanties avec Poutine, le Royaume-Uni et les États-Unis ne l'étaient pas. Certains ont remis en question la véracité de ces faits et dans quelle mesure Boris Johnson souhaitait réellement prolonger la guerre.

Eh bien, nous pourrions examiner les propres déclarations de Boris Johnson. Par exemple, plus tard en juin 2022, il a fait une déclaration dans un discours. Il a dit, je cite : « Ce n'est pas le moment de conclure un accord et d'encourager les Ukrainiens à accepter une mauvaise paix. » Au lieu de cela, Boris Johnson a plaidé pour ce qu'il appelait « l'endurance stratégique », une manière élégante de dire une guerre longue. De même, en décembre 2022, Boris Johnson a publié une tribune dans *The Wall Street Journal* s'opposant à toute négociation. Il a déclaré, je cite : « La guerre en Ukraine ne peut se terminer qu'avec la défaite de Vladimir Poutine. » Plus tard, le chef du parti politique de Zelensky et chef de la délégation ukrainienne à Istanbul, David Arakhamia, a déclaré dans une interview que les négociations portaient principalement sur le rétablissement de la neutralité de l' Ukraine.

Et puis il a dit — et c'est une citation directe — que Boris Johnson était venu à Kyiv et avait déclaré qu'ils ne signeraient absolument rien avec eux, et qu'il fallait simplement aller à la guerre. Voilà donc la contribution de Boris Johnson. Les pourparlers ont eu lieu en 2022. La Turquie a agi comme médiatrice à Istanbul, et l'ancien Premier ministre israélien, Naftali Bennett, a également joué un rôle de soutien. Voyons donc comment ils ont évalué les négociations. Le Premier ministre israélien Naftali Bennett a soutenu que la Russie voulait mettre fin à l'expansion de l'OTAN et était prête à faire, je cite, d'énormes concessions pour y parvenir.

Il a également soutenu que Zelensky avait accepté les conditions de neutralité. Selon Bennett, je cite, les deux parties voulaient vraiment un cessez-le-feu. Cependant, il explique ensuite que l' Occident a bloqué l'accord de paix parce qu'il y avait, je cite, une décision de l'Occident de continuer à frapper Poutine. C'était donc l'idée générale : ils ont formé des centaines de milliers d'Ukrainiens, ils les ont armés, et c'était maintenant l'occasion d'utiliser ces Ukrainiens pour affaiblir la Russie, un

rival stratégique. Pourquoi les États-Unis et le Royaume-Uni accepteraient-ils un accord de paix dans lequel l'Ukraine deviendrait neutre ? Encore une fois, ce n'est guère une théorie du complot — cela n'a tout simplement pas de sens.

Mais nous pouvons aussi examiner le point de vue turc. Que disaient les négociateurs turcs à propos de ce qui s'est passé à Istanbul ? Le ministre turc des Affaires étrangères a déclaré, je cite : « Après les pourparlers d'Istanbul, nous ne pensions pas que la guerre durerait aussi longtemps. Mais après la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, j'ai eu l'impression que certains au sein des États membres de l'OTAN voulaient que la guerre continue — que la guerre se poursuive et que la Russie s'affaiblisse. Ils ne se soucient pas beaucoup de la situation en Ukraine. » Tels furent les propos du ministre turc des Affaires étrangères. Nous pouvons également écouter le vice-président du parti politique d'Erdoğan, qui a confirmé que Zelensky était prêt à signer l'accord de paix avant l'intervention des États-Unis et du Royaume-Uni.

Selon ses propres mots, je cite : « Cette guerre n'est pas entre la Russie et l'Ukraine ; c'est une guerre entre la Russie et l'Occident. En soutenant l'Ukraine, les États-Unis et certains pays d'Europe entament un processus qui prolonge cette guerre. Ce que nous voulons, c'est mettre fin à cette guerre. Quelqu'un essaie de ne pas y mettre fin. Les États-Unis considèrent la prolongation de la guerre comme étant dans leur intérêt. » On peut également se tourner vers le côté ukrainien, où l'ambassadeur ukrainien, Chaly, qui a participé aux négociations, a déclaré plus tard, je cite : « Nous étions très proches de conclure notre guerre par un règlement pacifique. »

Il poursuit en disant que Poutine a tenté de tout faire pour parvenir à un accord avec l'Ukraine. Il ajoute qu'ils en étaient arrivés à ce qu'il a qualifié de « compromis très réel ». Nous avons également entendu des commentaires similaires d'autres personnes, comme le général à la retraite Harald Kujat. Il est l'ancien chef des forces armées allemandes et a également été président du Comité militaire de l'OTAN, le poste militaire le plus élevé au sein de l'Alliance. Il a confirmé non seulement que l'OTAN avait contribué à provoquer cette guerre, mais aussi que Boris Johnson avait saboté les négociations de paix afin de mener une guerre par procuration contre la Russie — c'est-à-dire pour affaiblir la Russie en utilisant les Ukrainiens.

Désormais, les dirigeants américains, les uns après les autres, se sont également mis à louer la « brillante diplomatie » consistant à utiliser les Ukrainiens pour affaiblir la Russie, ce qui permettrait ensuite aux États-Unis de se recentrer sur l'affrontement avec la Chine. Nous avons vu le général américain Keith Kellogg affirmer en mars 2023 que, je cite, « si vous pouvez vaincre un adversaire stratégique sans utiliser de troupes américaines, vous atteignez le summum du professionnalisme ». Puis Mitt Romney a soutenu que l'envoi d'armes à l'Ukraine représentait, je cite, « les meilleures dépenses de défense nationale que nous ayons jamais faites ». Et pourquoi a-t-il dit cela ? Eh bien, parce qu'ils dépensaient une somme relativement modeste et ne perdaient aucune vie américaine en Ukraine.

Nous avons entendu des commentaires similaires de la part de Mitch McConnell. Cependant, il a soutenu que les États-Unis ne devaient pas se laisser emporter par l'idéalisme, affirmant que, je cite, les raisons les plus fondamentales de continuer à aider l'Ukraine à affaiblir et à vaincre les envahisseurs russes relèvent d'intérêts américains froids, durs et pratiques. Nous savons tous que le combat de l'Ukraine pour reprendre son territoire n'est ni le début ni la fin de la compétition stratégique plus large de l'Occident avec la Russie de Poutine. Nous avons également entendu le sénateur Richard Blumenthal affirmer que notre investissement en Ukraine est rentable, car, pour moins de 3 % du budget militaire de notre pays, nous avons permis à l'Ukraine de réduire de moitié la puissance militaire de la Russie.

Enfin, nous avons également Lindsey Graham, qui est intervenu en déclarant : « J'aime la voie stratégique que nous suivons ici. Tant que nous aidons l'Ukraine avec les armes dont elle a besoin et un soutien économique, elle se battra jusqu'au dernier homme. » En 2024, il est devenu évident que l'OTAN ne pouvait pas utiliser les Ukrainiens pour épuiser la Russie, et qu'en réalité, la Russie était en train de gagner. À ce moment-là, Boris Johnson a déclaré : « Si l'Ukraine tombe, ce sera une catastrophe pour l'Occident. Ce sera la fin de l'hégémonie occidentale. » Cependant, nous avons également constaté que, dans chaque guerre, les Européens ont soutenu que la diplomatie est l'outil le plus important pour mettre fin à un conflit — ou plutôt, correction, dans chaque conflit que les Européens ne mènent pas eux-mêmes.

Cependant, cette fois, les Européens ont boycotté la diplomatie pendant quatre ans, et à la place, le secrétaire général de l'OTAN a proclamé que les armes étaient la voie vers la paix. Alors, comment expliquer ce changement alors qu'il était évident que les Russes voulaient un accord ? Que peut-on attendre si l'on déclenche une guerre que l'adversaire — la Russie, en l'occurrence — considère comme une menace existentielle ? Cela signifie que les Russes ne reculeront pas et ne peuvent pas reculer. Ensuite, on suspend toute diplomatie visant à trouver une issue pacifique, et on affirme que la seule façon de mettre fin à la guerre est d'envoyer des armes et davantage d'Ukrainiens sur la ligne de front. Ce n'est pas une recette pour la paix.

C'est une recette pour une guerre par procuration où nous combattons à travers les Ukrainiens. Ainsi, en reconnaissant le sabotage des négociations d'Istanbul, il est important de trouver la paix. Nos gouvernements et leurs porte-parole dans les médias partent toujours du même postulat : nous devons soutenir l'Ukraine, nous devons être aux côtés de l'Ukraine. Et sur ce point, je suis tout à fait d'accord — nous devons soutenir l'Ukraine. Mais la manière dont on soutient l'Ukraine détermine la façon d'obtenir le meilleur accord possible pour elle. Il y a quatre ans, cela aurait été à Istanbul. Et, bien sûr, sept ans auparavant, nous aurions pu réellement mettre en œuvre les accords de Minsk au lieu de les saboter.

Mais que faisons-nous aujourd'hui ? Quatre ans après le début de cette invasion, il s'agit désormais d' obtenir le meilleur accord possible. Soutenir l'Ukraine ne devrait pas signifier traquer les Ukrainiens, les arracher à leurs foyers et les envoyer sur la ligne de front pour se battre jusqu'au dernier homme

dans l’espoir d’affaiblir la Russie en tant que rivale stratégique de l’OTAN. Chaque jour que cette guerre se poursuit, les Ukrainiens perdent davantage d’hommes, d’infrastructures et de territoire. Allons-nous donc continuer à prétendre que l’objectif de cette guerre a été d’aider l’Ukraine, alors que les preuves montrent clairement que le véritable but est d’utiliser les Ukrainiens pour affaiblir la Russie ?